

CHRONIQUE DU MOIS



PIERRE DE BOISDEFFRE

LA REVUE LITTERAIRE

Qu'est-ce que la « nouvelle droite » ?

Alain de Benoist : *les Idées à l'endroit*. — Georges Hourdin : *Réponse à la « nouvelle droite »*. — Jean-Pierre Apparu : *la Droite aujourd'hui*.

Mes lecteurs me pardonneront-ils de fuir ce mois-ci la foire aux prix littéraires et de négliger les romans en piste pour le Goncourt pour essayer de cerner l'aventure de la « nouvelle droite » ? Trois nouveautés d'importance m'y incitent : le recueil d'Alain de Benoist, un pamphlet de Georges Hourdin, enfin le beau livre, complet et passionnant, de Jean-Pierre Apparu.

Avant de porter un jugement sur la « nouvelle droite » — laquelle ne manque ni de contradictions ni d'ambiguïté —, le mieux est de donner la parole à son jeune chef de file. Alain de Benoist, trente-cinq ans aujourd'hui, est le fondateur de la revue *Nouvelle Ecole*, et l'auteur de *Vu de droite*, « anthologie critique des idées contemporaines » que j'ai déjà eu l'occasion de signaler à mes lecteurs (1). Benoist a une qualité appréciable, en ce temps de

(1) Alain de Benoist : *Vu de droite*, Editions Copernic, 1977. — Grand Prix de l'essai de l'Académie française (1978).

confusion mentale : la clarté. L'auteur des *Indo-Européens* excelle sinon, comme il le dit, à remettre « les idées à l'endroit » — c'est le titre de son dernier recueil (2) — du moins à les résumer, à les ordonner, à les classer. Par rapport à l'homme dit de gauche, souvent peu exigeant quant à l'ordre du discours, l'homme de droite est un *pédagogue*. Je lui passe donc la parole pour résumer l'aventure de la « nouvelle droite », hier encore confinée dans les chapelles, et devenue depuis peu, grâce aux médias, une nouvelle mode intellectuelle — doublée d'une sorte d'épouvantail politique.

C'est un spectacle réjouissant — nous dit Alain de Benoist — que de voir la « nouvelle droite » affublée des étiquettes les plus contradictoires : « Pour la vieille gauche, la N.D. n'est, bien entendu, qu'une résurgence de la vieille droite (le *Nouvel Observateur*, 2 juillet 1979) ; pour le parti communiste, c'est une « opération giscardienne » (*France nouvelle*, 28 juillet) ; pour Jean-François Kahn, une forme de « néo-stalinisme » (le *Matin*, 7-8 juillet) ; pour l'extrême droite, une école « proche de l'intégrisme israélien » (Mme Beau de Loménie, le *Monde*, 24 août) ; pour l'extrême gauche, une nouvelle « peste brune » (*Rouge*, 31 août) ; pour les chrétiens, un mouvement d'« orgueilleux » (la *Croix*, 1^{er} août). Au fil des semaines, la N.D. a tour à tour été assimilée aux partis de la majorité, au néo-fascisme, aux Soviétiques, en même temps qu'à la commission trilatérale (*Monde et Vie*, 24 août) ; aux francs-maçons (*Bulletin de l'Occident chrétien*, juillet) ; aux « nouveaux philosophes » (Yvon Quiniou, le *Monde*, 28 juillet) ; aux « nouveaux économistes » (Maurice Duverger, le *Monde*, 25 juillet), etc. A cela sont venus s'ajouter les analyses, plus intelligentes et plus nuancées, mais pas nécessairement plus exactes, de René Rémond, André Fontaine, Guy Hocquenghem, Catherine Clément, Christian Zimmer, Philippe Némou, etc. »

A ces critiques — rarement bien intentionnées — Benoist oppose sa propre définition. « Ce que l'on appelle, d'un terme d'ailleurs assez équivoque, la nouvelle droite est un ensemble, plutôt informel, de groupes d'études, d'associations culturelles, de journaux et de revues d'idées, dont les promoteurs, il y a déjà plus de dix ans, ont entrepris, de façon systématique, de mettre en place un corpus idéologique aussi cohérent que possible, qui ne se confonde ni avec les idéologies à la mode, presque toujours à résonance égalitaire, ni avec les vieux démons de la vieille droite. »

On s'accorde aujourd'hui à leur reconnaître une certaine influence, conclut modestement le rédacteur en chef de *Nouvelle Ecole*, en affirmant que cette entreprise a connu divers supports :

(2) Alain de Benoist : *Les Idées à l'endroit*, Essai, un volume, 298 pages. — Editions libres Hallier, 4^e trimestre (1979).

Nouvelle Ecole, le journal *Éléments*, l'association GRECE (*Grouperment de recherche et d'études pour la civilisation européenne*), en particulier.

La nouvelle droite entend participer au débat dont le « pouvoir culturel » est l'enjeu. « *Rien ne la fera renoncer à cette vocation.* »

J'ai cité longuement cet article du *Monde* (3), parce qu'il m'évite un résumé fastidieux et qu'il expose avec clarté les ambitions de la « nouvelle droite ». On notera que la jeune Ecole — c'est en cela qu'elle est vraiment *nouvelle* — a su reprendre à son compte une pensée, celle de Gramsci, tout à fait étrangère à la droite classique. Pour elle, comme pour le grand théoricien moderne du marxisme post-léniniste, il existe un *pouvoir culturel*, qui est à prendre, et une *guerre culturelle*, aussi importante que la bataille politique, qu'il faut gagner.

Dans son nouveau livre — *les Idées à l'endroit*, recueil d'articles et d'études déjà parus, mais classés par thèmes et mis en ordre —, Alain de Benoist évoque l'œuvre d'Antonio Gramsci.

« *Antonio Gramsci est né en Sardaigne en 1891. Arrivé à Turin en 1911, il adhère au parti socialiste, puis au parti communiste, dont il va devenir l'un des principaux représentants. Au lendemain immédiat de la révolution de 1917... l'Internationale communiste connaît des crises nombreuses. Lénine, qui avait d'abord décidé d'accélérer les scissions au sein des partis socialistes européens, change de position à partir de 1921 et prône une politique de Front populaire. A l'intérieur du PC italien, cette volte-face provoque un affrontement entre Gramsci (devenu en 1922 membre du comité du Komintern) et Bordiga qui refuse toute collaboration avec les « sociaux-traitres ». Elu député en 1924, Gramsci parvient à faire prévaloir ses thèses et à devenir secrétaire général du PCI. Mais il est trop tard. Coupé de son électorat, épuisé par des luttes intestines, victime de la montée du fascisme, le PCI finit par être interdit. Gramsci est arrêté, transféré dans l'île d'Utica et condamné à vingt ans de prison. C'est là, dans sa cellule, qu'il va se livrer à une réflexion en profondeur sur la praxis marxiste-léniniste, et plus spécialement sur les causes de l'échec socialo-communiste des années vingt. Comment se fait-il que la conscience des hommes soit « en retard » sur ce que devrait leur dicter leur « conscience de classe » ? Comment les*

(3) Alain de Benoist : *Nouvelle droite - Ce que nous disons.*

couches dominantes, minoritaires, parviennent-elles à se faire obéir « naturellement » des couches dominées, majoritaires ? Telles sont les questions que se pose Gramsci (4). »

En dix ans de prison dans les geôles mussoliniennes, Gramsci aura tout le temps de mûrir sa réponse. (Il mourra dans une clinique italienne en 1937, laissant trente-cinq cahiers dont l'influence sera considérable.) En résumé, cette réponse sera celle-ci : la *société politique* se double aujourd'hui, dans tous les pays évolués, d'une *société civile* dont le poids, au moins en Occident, est considérable. Sans doute, Lénine a-t-il pu s'emparer, en octobre 1917, de l'appareil d'Etat, parce que la société civile russe était pratiquement inexistante. Mais à Berlin, à Vienne, à Paris, Milan, Rome ou Londres, il n'en était pas de même : d'où l'échec des communistes, dans les années 1920-1930. La conclusion qu'en tirait Gramsci était claire :

« Il n'y a pas de prise du pouvoir politique possible sans prise préalable du pouvoir culturel. *C'est ce que démontre, par exemple, la Révolution française de 1789, qui n'a été possible que dans la mesure où elle avait été préparée par une « révolution dans les esprits », en l'occurrence par la diffusion des idées de la « philosophie des Lumières » auprès de l'aristocratie et de la bourgeoisie. En d'autres termes, un renversement politique ne crée pas une situation, il la consacre.* « Un groupe social, écrit Gramsci, peut et même doit être dirigeant dès avant de conquérir le pouvoir gouvernemental : c'est une des conditions essentielles pour la conquête même du pouvoir ».

Du point de vue de Gramsci, dans une société développée, le « passage au socialisme » ne s'opère ni par le putsch, ni par l'affrontement direct, mais bien par la transformation des idées générales... L'enjeu de cette guerre de positions est la culture, considérée comme le poste de commandement des valeurs et des idées (5). »

Eh bien ! La « nouvelle droite » à son tour va faire son profit de la réflexion de Gramsci. Elle fait d'abord une constatation d'importance. En France, l'idéologie dominante n'est-elle pas devenue, depuis 1968, celle de la contestation ? Sans doute, si l'on s'en tient aux *apparences* politiques — c'est-à-dire à la *superstructure* — la droite bourgeoise — tout au moins une droite « orléaniste » ou libérale — règne. Elle a repris le pouvoir au len-

(4), (5), (6), (7), (8) et (9) : *Le Monde*, 25 septembre 1979. *Les Idées à l'endroit*, op. cit.

demain de la Libération, quitte à le partager avec les socialistes. Depuis 1958, elle règne seule. La gauche a donc perdu le pouvoir politique, mais *elle a peu à peu conquis le pouvoir culturel*. C'était le contraire sous la III^e République. Bref, la société civile, *lente-ment, mais sûrement*, s'ancre à gauche. On l'a vu en mai 1968 : jamais la distorsion entre *société civile* et *société politique* n'a été plus évidente. La jeunesse d'abord, puis l'intelligentsia, enfin la société civile ont paru échapper à l'autorité de l'Etat gaullien, alors que le Général lui-même connaissait, au dedans et au dehors — sur le plan diplomatique, comme sur le plan électoral —, ses plus grands triomphes.

Puisque nous en sommes à évoquer mai 1968, écoutons donc ici Alain de Benoist — lequel, comme les futurs « nouveaux philosophes » se trouvait alors du côté des barricades. Revenu de bien des illusions, il nous propose aujourd'hui une réflexion qui se veut d'abord démystifiante :

« Au-delà de son caractère cathartique, défoulant, au-delà de son aspect d'exutoire, mai 1968 n'a jamais été qu'un épiphénomène de quelque chose de plus général, né vers 1960, quelque part entre Berkeley et Berlin, qu'on a appelé, à tort ou à raison, la « crise » ou la « révolte mondiale de la jeunesse », et d'où est sorti ce phénomène politique relativement nouveau qu'est le gauchisme. C'est ce phénomène-là qui est important, pas les barricades de Paris.

Par ailleurs, il faut aussi rappeler que l'événement n° 1 de 1968 n'a pas été les barricades du mois de mai, mais, au mois d'août, l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes soviétiques. »

Reprenant une réflexion que j'avais déjà faite dans ma *Lettre ouverte aux hommes de gauche* (6), Benoist observe :

« Les révoltés du mois de mai n'ont rien remis en cause fondamentalement : ils ont provoqué des troubles, mais un désordre n'est pas nécessairement une révolution. Plus précisément, ils ont contesté la société en place au nom de ses propres principes, en lui reprochant non de s'être donné ces principes, mais de les avoir « trahis ». Pas un instant, les contestataires ne se sont interrogés sur le sens et la valeur des grands slogans à majuscules : Liberté, Égalité, Fraternité. Jamais il ne leur est venu à l'idée de remettre en cause, en même temps que l'autorité de l'enseignant, la matière même de son enseignement. Sans cultiver le paradoxe, je suis surpris, contemplant rétrospectivement les émeutes du mois de mai, de voir tant de bruit et de fureur associés

à tant de conformisme, à tant de crédulité, à tant de vieux messianisme égalitaire, et finalement à si peu de vraie contestation.

C'est sans doute l'une des raisons (non la seule, assurément) pour lesquelles les thèmes de la révolte ont été si facilement récupérés. L'une des grandes leçons de 1968, c'est cette prodigieuse capacité de récupération d'une « société du spectacle », sur laquelle, un an plus tôt, les théoriciens situationnistes avaient déjà tout dit. La question qu'on peut alors se poser est de savoir si les sociétés modernes, à l'instar de la société américaine, ne sont pas déjà devenues des sociétés qui non seulement ne souffrent pas de ce qui les conteste, mais même se nourrissent de ces contestations (de la même façon dont, sur le plan économique, le capitalisme se nourrit des contradictions auxquelles, selon Marx, il était censé succomber) (6). »

La conclusion sera sévère pour la gauche. Elie a bien pris le « pouvoir culturel », mais elle n'en a rien fait :

« En 1968, la gauche et l'extrême gauche, en même temps qu'elles perdaient les élections, ont pris le pouvoir sur le plan culturel. Qu'en ont-elles fait en dix ans, de ce pouvoir quasi monopolistique ? Elles en ont fait une institution. La gauche n'a pas cessé de conforter des positions acquises, mais elle n'en a rien fait. Elle est rentrée dans le jeu de l'insignifiant, du superficiel parisien et de la contestation mondaine. Elle est devenue l'establishment, s'offrant même le luxe de se moquer d'elle-même, par Bretécher interposée. Bref, la gauche s'est révélée, là aussi, mauvaise gestionnaire. Et c'est la raison pour laquelle elle n'a pu étendre ses positions au plan politique. L'échec politique de la gauche en 1978 est la suite logique de son échec culturel de l'après-mai. Le résultat, c'est qu'elle perd maintenant sur les deux tableaux. Georges Suffert a eu raison d'écrire dans le Point : « La gauche perd le pouvoir culturel qu'elle détenait pratiquement depuis la Libération ». Cette nouvelle-là, c'est la grande nouvelle de mai 1978 (7). »

Ici, je me demande si Benoist ne conclut pas *un peu vite* — et s'il ne prend pas ses désirs pour des réalités (en quoi, il serait bien dans la ligne de mai 1968 !). Mais nous avons sauté à la conclusion de son recueil — afin d'éclairer le cheminement de sa pensée. Il convient de revenir en arrière afin d'évoquer le *contenu* des idées de la nouvelle droite. Celle-ci a d'abord eu pour ambition de récuser des postulats — les uns relèvent du message judéo-

chrétien, les autres de la nouvelle éthique marxiste — qui ne paraissaient plus pouvoir être remis en cause.

Pas de « sens de l'Histoire » ! « L'ordre dont le monde semble donner le spectacle n'est que le résultat de l'interprétation que nous en donnons. »

La « nouvelle droite » ne croit pas au sens de l'Histoire, ni à la transcendance de la personne, ni à la mission métaphysique de l'homme : c'est en ce sens qu'elle est « païenne ». A la métaphysique chrétienne, comme à l'eschatologie marxiste, elle oppose une « anthropologie ».

Sur le plan des idées, la nouvelle droite s'affirme *anti-réductionniste*. Par opposition aux doctrines universalistes de droite et de gauche, elle ne croit pas en l'existence de lois absolues, ni d'un « ordre naturel ». Se déclarant *nominaliste*, elle estime qu'on ne peut atteindre à l'universel qu'en partant du particulier. Pour elle, il n'y a pas d'« existence en soi » : toute existence est particulière.

Alain de Benoist se situe, ici, dans le prolongement des cyniques grecs, qui déclaraient à Platon : « *Je vois bien le cheval, je ne vois pas la chevalité* ».

Pourtant, il affiche une morale, qui m'a paru rappeler, plus d'une fois, celle du Montherlant de *Service inutile*. Et il énonce vingt-cinq principes de vie dont quelques-uns me paraissent essentiels, mais dont les autres sont :

— ou des *truismes* :

« — *Nous méritons tout ce qui nous arrive* ;

— *Au commencement était l'action* ;

— *le style, c'est l'homme*. »

— ou des *pétitions de principe*, plus lyriques que rationnelles :

« — *Le monde est incommensurable tragédie. Toute existence est tragique, toute affirmation est tragique.* » (8)

L'importance de ce livre est ailleurs, non dans l'esquisse d'une doctrine (encore assez floue), mais dans une série d'observations, au fur et à mesure desquelles Benoist prend ses distances avec la « vieille » droite. Un exemple :

« *Pendant trente ans, la vieille droite a communiqué dans l'admiration émue du « vaillant petit Portugal », qui, sous la houlette du bon Salazar, résistait contre vents et marées aux tendances négatives à la mode. Là-dessus, en avril 1974, le Portugal se réveille socialiste et communiste. Et c'est l'armée, ô désespoir, qui mène le bal. Qui donc, à droite, a alors cherché à faire une critique positive de l'événement ? Personne. Personne n'a cherché à savoir comment on avait*

pu en arriver là. Ni ne s'est demandé si, par hasard, un peuple n'attendait pas de son gouvernement autre chose que des matches de football et des miracles à Fatima. Personne, enfin, n'a ouvert un débat pour savoir quelle stratégie il convenait d'adopter en vue d'une riposte. »

Autre exemple :

« Il va sans dire que la vieille droite qui, dans son ensemble, n'a lu ni Marx ni Lénine, n'est pas près de lire Gramsci. On se demande d'ailleurs ce qu'elle peut lire, en dehors des journaux satiriques et des magazines littéraires, quand on s'aperçoit qu'au cours de ces dernières années aucun des ouvrages fondamentaux dont elle aurait pu tirer argument, dans un sens ou dans l'autre, ne semble avoir retenu son attention (9). »

On peut discuter, bien entendu, ces positions. Mais nous avons là une table des références propres à la nouvelle droite et l'esquisse d'un nouveau système de valeurs. Ces valeurs ne sont pas les miennes, on le sait. Il n'empêche que, dans la constellation des idées, Alain de Benoist et ses amis occupent, dès maintenant, une place qu'on ne leur enlèvera pas facilement. Et la nouvelle droite — après les « nouveaux philosophes » — a eu le mérite de briser le carcan dans lequel nous avaient enfermés la vulgate marxiste, la scolastique freudienne et aussi, il faut bien le dire, toute une pensée néo-chrétienne.

Ceci ne veut pas dire que tout ce qui relève de la nouvelle droite soit sain, ni que l'entreprise doive être approuvée telle quelle. Mais on peut au moins éviter les assimilations hâtives (nouvelle droite = fascisme) et les procès d'intention (Céline était antisémite — la nouvelle droite admire Céline — donc, la nouvelle droite est antisémite).

★

Mais la droite — ancienne ou nouvelle — a-t-elle le droit d'exister ? On peut se poser la question lorsqu'on lit le nouveau livre de Georges Hourdin.

J'ai beaucoup de considération pour l'homme : Georges Hourdin est un lutteur, un grand journaliste qui a consacré toute sa vie à se battre pour les humiliés, les opprimés, les handicapés, les marginaux. Mais le polémiste est-il toujours aussi bien inspiré ? J'en doute lorsque je lis sa *Réponse à la « nouvelle droite »* (10).

(10) Georges Hourdin : *Réponse à la « nouvelle droite »*, un volume, 182 pages (Editions Stock, 3^e trimestre 1979).

Le fondateur de la *Vie catholique* n'y va pas par quatre chemins. Lui aussi — hélas ! — est manichéen. Pour lui, la « vérité » est à gauche et la « pensée de droite » ne saurait véhiculer que « *l'égoïsme, la haine et la peur* ». Il la croyait morte et enterrée avec Hitler et Mussolini (assimilation combien abusive !). Et voilà qu'elle renaît de ses cendres ! Scandale !

« *Nous avions tort d'imaginer, parce que la pensée de droite avait cessé d'occuper le devant de la scène, qu'elle avait disparu pour toujours. Elle était seulement tapie dans l'ombre, attendant le moment de tenter d'imposer sa sordide vision du monde. Elle est là, à nouveau bien vivante, et nous sentons sur nos vies souffler le mufler de la bête.* » La bête, c'est toujours *l'Autre*. Et, si Georges Hourdin, ici, n'était qu'une vieille bête ? S'il avait cédé au goût des simplifications abusives, jetant dans le même panier de son d'une guillotine intellectuelle des hommes aussi différents que Louis Pauwels, le Père Bruckberger, les professeurs Chaunu, Debray-Ritzen, le journaliste Georges Suffert, Alain de Benoist, mais aussi Michel Poniatowski et la Commission trilatérale ?

Certes, bien des thèmes développés par la « nouvelle droite » — à commencer par son éloge de l'inégalité — ne pouvaient qu'irriter, stupéfier, scandaliser un homme comme Georges Hourdin. Mais l'assimilation polémique à un passé monstrueux est-elle tolérable ?

Georges Hourdin est pour Marx et Rousseau, « *ces deux grands hommes* ». C'est son droit. Mais on peut être chrétien et penser que Rousseau, non moins que Marx, est à l'origine d'erreurs graves touchant l'avenir des sociétés humaines. Georges Hourdin conteste la doctrine américaine de la « *sécurité nationale* ». C'est son droit. Mais on peut aussi considérer, de très bonne foi, que *sans cette doctrine* l'Europe entière serait déjà tombée sous l'influence soviétique. Georges Hourdin combat l'eugénisme sous toutes ses formes. C'est son droit et, sans doute, notre devoir. Mais, de là à affirmer que l'égalité doit devenir la religion de l'homme et qu'elle est inséparable de l'Évangile, il y a un pas supplémentaire que je me refuse à franchir. Je lui opposerai ce que dit Maurice Clavel dans un livre dont je vais maintenant parler :

« *J'ai une sorte de haine contre le mot égalité ; je ne dis pas une haine, mais une sorte de haine. Si certaines notions comme la justice sociale marxiste engendrent la flicaille généralisée de l'appareil d'Etat, la notion d'égalité engendre inévitablement la notion de flicaille, mais cette fois c'est la flicaille de tous contre tous, et de chacun contre chacun. Le mot égalité engendre une tentation terrible, c'est déjà dans*

Tocqueville : « Le seul homme pour mettre tout le monde d'accord dans l'égalité, c'est le tyran. » *Le mot égalité qui consiste à surveiller le niveau de vie du voisin, la déclaration fiscale de son voisin, etc., c'est ce qui engendre les peuples les plus moralement laids qui puissent être ; l'homme de l'égalité, c'est l'ordure. Ne me faites pas dire que je suis inégalitaire. Il faut que l'égalité dans une construction sociale nouvelle ne soit jamais au programme mais vienne par surcroît, qu'elle se répartisse comment, je n'en sais rien, je n'ai pas à gouverner la France. Donnez un salaire égal, vous vous heurtez tout de suite à la cigale et à la fourmi... Qui peut régler cette situation ? encore une fois, le tyran. Comme dans l'Évangile, l'égalité par « surcroît » (11). »*

Cela dit, et qui devait l'être, le livre de Georges Hourdin est meilleur par ce qu'il affirme que par ce qu'il nie. Et, sur l'essentiel, je me sens d'accord avec lui ; je partage sa conclusion, lorsqu'il se bat pour que, dans l'Europe qu'il faut construire, ne disparaissent pas complètement de l'histoire humaine « les handicapés, les enfants, les femmes, les jeunes, les réfugiés politiques, les travailleurs étrangers, les ouvriers spécialisés, les syndicalistes, les paysans, les habitants de certaines régions, tous ceux qui se sentent à part et qui luttent pour faire reconnaître leur spécificité.

Je me bats pour que la « différence » entre les hommes et les peuples soit considérée comme source de richesse et non comme motif d'exclusion, de ségrégation, de domination. Il est vrai que les progrès des sciences naturelles, les découvertes de la microbiologie, notamment du code génétique, sont révolutionnaires. Elles fournissent des débuts d'explication à nos foisonnantes différences. Il faut, toutefois, répéter sans se lasser que la science est ambivalente et neutre... Le savoir et la sagesse ne doivent pas être confondus.

Les différences génétiques ne justifient pas l'établissement des régimes politiques autoritaires. Je me bats pour que les vérités évangéliques restent inspiratrices de notre société. Je me bats pour l'établissement d'une démocratie rénovée, moderne, responsable, étendue aux nouveaux secteurs de la vie sociale et internationale. Là est certainement l'avenir de l'Europe, de la paix et d'un nouvel équilibre économique (12). »

*

(11 et 12) Réponse à la « nouvelle droite », op. cit.

Ceux qui voudront avoir une vue plus complète et une idée plus juste de ces problèmes liront — si l'épaisseur du document ne leur fait pas peur — *la Droite aujourd'hui* de Jean-Pierre Apparu (13). Livre décisif, passionnante enquête à laquelle je promets un grand succès. Non seulement ce gros livre vient à son heure, au moment où le débat sur la « nouvelle droite » descend sur la place publique — mais il nous aide à dissiper un certain nombre d'erreurs et de malentendus. Enfin, ce livre est d'une lecture plaisante et utile parce qu'il regroupe une série impressionnante de témoignages qui ne relèvent pas du simple débat d'idées, mais de l'expérience de toute une vie. La plupart des personnalités qu'a interrogées Jean-Pierre Apparu — ce ne sont pas tous des écrivains ; il y a parmi eux des hommes politiques comme Michel Debré, Jean-Marie Le Pen ou René Andrieu ; des journalistes, comme Jean Daniel ou Georges Suffert ; et même des dessinateurs, dont les dessins valent tous les commentaires, de Copi à Wolinski — relèvent de la droite, classique ou nouvelle. Mais il y en a d'autres — de Jean Daniel à Jean-Marie Domenach — qui viennent de la gauche, et ce ne sont pas les moins intéressants. Leur témoignage montre que, dans un pays de vieille culture comme le nôtre, les idées sont réellement enracinées dans l'histoire et dans la vie. Les livres ne sont pas seulement des livres, mais des plantes nourricières, des signes, des appels, qui peuvent déterminer des vocations.

Au départ, Jean-Pierre Apparu commence par constater une triste évidence :

« Il ne faut pas être de droite. *Soyez difforme, fou, infirme, on vous plaindra ; voleur et assassin, on vous trouvera des justifications, mais, surtout, ne vous proclamez pas de droite ; il n'est pas de nos jours tare, crime plus odieux, au point que ceux qui en sont ne le disent pas... Sachez encore que si vous êtes de droite, vous êtes conservateur, réactionnaire, fasciste, nazi.* »

Un peu plus loin, un des collaborateurs du livre fera le portrait de ce « monstre », l'homme de droite :

« *Sous le barnum bleu-blanc-rouge constellé çà et là de croix celtiques, de fleurs de lys et de francisques, la foule apeurée se presse. Il est là, Dieu merci, solidement attaché derrière les grilles d'or du capitalisme par les chaînes de l'obscurantisme. Son faciès est celui d'une brute, il a le crâne ras et un béret, tantôt rouge, tantôt basque, il est revêtu*

(13) Jean-Pierre Apparu : *la Droite aujourd'hui, vue par...* un volume, 393 pages (Albin Michel, 3^e trimestre 1979).

d'une tenue léopard et chaussé de Pataugas. Il tient sous son bras toute sa bibliothèque : un manuel de close-combat et il n'a pas fini de colorier le deuxième ouvrage. Ajoutons qu'il a le regard fixé sur la ligne bleue des Vosges, qu'il rugit comme un fauve quand on lui présente un juif, un franc-maçon ou un communiste et qu'il ne saurait entendre de musique autre que militaire (14). »

Après quoi, l'auteur s'explique. « *Héritier ayant perdu son chemin, il cherche les origines de son héritage* ». Comme nombre d'entre nous, il est « né à droite ». Pour lui, comme pour nous, il n'est pas question de « cracher dans la soupe » et de renier ses origines.

« Tout commence dans les années 60 ; un libraire m'apprend à lire : Drieu La Rochelle, Brasillach, Montherlant, Barrès... A partir de cette date tout s'enchaîne : rencontres, amitiés, lectures. Dans ce choix, mes parents ne tiennent pas de rôle. »

A partir de ce « constat », Jean-Pierre Apparu explique alors son itinéraire, en style un peu trop télégraphique :

« J'étais de droite, comme l'on respire, comme l'on aime, par réflexe, par intuition ;... une manière d'être avant les choses, un pressentiment, une attitude face à la vie, qui portent certains sur une même frontière ; vous la nommez droite, soit.

De lectures en circonstances, le parcours continue. Terrain d'aviation. Officiers. Lettre du capitaine Sergent, O.A.S.-Métro-jeune. Une succession d'événements, l'attrance vers les « maudits » de l'Algérie française, m'ancrent dans un militantisme pour une droite politique. Perte de profession, flics en gare, rupture parentale, long séjour à Berlin — entre officiers des deux tendances. Au retour, ma famille s'appelle définitivement la droite (15). »

A partir de cet itinéraire, Jean-Pierre Apparu s'interroge : être de droite, *qu'est-ce que cela signifie ?* Il repère quelques signes, mais le champ est vaste, puisqu'il ajoute :

« De droite : L'inquiétude. Le Doute. L'irrespect. Le rêve. La liberté. Les idées. Le cœur. L'individualisme. La hiérarchie. Les principes. L'idéalisme. L'avenir. Le travail. Le réalisme. L'inégalité. Le mérite. Le devoir. Le courage. La féminité. Le refus. La solitude. La tradition. L'héritage.

(14) à (20) *La Droite, aujourd'hui*, op. cit.

La volonté. Le progrès. L'amour, La famille. Le mouvement. La pauvreté. Le chef. La culture. La poésie ? »

La cible est manifestement trop vaste ! Mais une hirondelle ne fait pas le printemps, un individu ne rend pas compte de l'histoire. Celle-ci peut-elle nous éclairer ? Il y a d'abord cette grande cassure de 1789 :

« Pourquoi cette notion politique de bien et de mal entre gauche et droite ? Ce mot qui semble avoir un passé — 1789 — a-t-il un avenir ? Et d'abord, n'existait-il point avant cette date ? D'où nous vient-il, et que recouvre-t-il ?

A lire les fascicules et autres manuels, le mot droite s'affirme en 1789, naissance définie par sa position dans l'hémicycle, et, idéologiquement, par son désir de maintenance, et refus du changement. »

Viennent ensuite les portraits et les interviews. Je laisse au lecteur le soin de les découvrir. Presque tous sont passionnants.

Raymond Bourguine observe :

« La notion d'héritage culturel est le bien commun de tous les Français. Il n'y a pas de Français de droite ou de gauche, il y a l'héritage culturel que la France représente, dont nous sommes tous les héritiers, ou alors nous serions comme Mowgli l'enfant singe qui ne serait que son propre ancêtre. Nous avons un processus d'accumulation capitaliste du savoir dont nous sommes tous les bénéficiaires ; le marxisme est un apport culturel dans la civilisation occidentale et tout le monde en hérite... le marxisme fait partie de l'héritage. »

Mais : « La tournure d'esprit de droite est plus économique. En économie il faut produire, il faut distribuer ; la droite plus réaliste dit : avant de distribuer il faut produire ; la gauche dit : il faut distribuer. La différence en économie entre droite et gauche, c'est cette notion de réalisme plus fort à droite, et de générosité, avec une part d'illusion, plus forte à gauche. »

Jean-Marie Le Pen ajoute :

« La droite dit : l'individu n'est pas Dieu. Son droit découle de son appartenance à un groupe capable de le faire respecter, il n'est pas né ex nihilo. Il vient d'une chaîne, d'une lignée, d'une génération, il n'est qu'un des maillons de la chaîne et il a reçu 99,999 pour cent de ce qu'il est des gens qui l'ont précédé, que ce soit ses gènes, la couleur de

ses yeux, celle de ses cheveux, la faiblesse de son foie, son aptitude à courir le cent mètres et évidemment aussi sur le plan intellectuel ou affectif ; ces choses-là, la plus grande partie lui a été donnée sans qu'il ait aucun droit de regard, ou volonté. L'individu quand il naît, s'il ne trouve pas le milieu organisé pour le recevoir... crève. L'homme est l'animal le plus social de la création, en particulier le plus familial ; ses droits n'existeraient pas s'il n'existait pas d'abord une famille, une tribu, une cité, un Etat, une patrie pour le recevoir. En revanche, l'homme a, à l'égard de ceux qui viennent, des devoirs ; il n'a pas le droit de faire n'importe quoi : un père de famille n'a pas le droit de se transformer en alcoolique, n'a pas le droit de se détruire physiquement parce qu'il détruit bien plus que l'individu, il détruit aussi la lignée dont il est le vecteur et à ce titre il est responsable du patrimoine génétique, culturel, financier, matériel, moral qu'il va transmettre. »

Jean-Marie Domenach pose un vrai problème lorsqu'il remarque :

« Toute une partie de la gauche a repris des thèmes qui étaient autrefois des thèmes de droite : la défense du paysage, de la beauté, de la nature, des arbres, qui étaient des valeurs de la droite, opposées à l'éloge de l'industrie, de l'instruction obligatoire, de la production, qui étaient le lot habituel de la gauche... On était de gauche lorsqu'on croyait au progrès, on était de droite lorsqu'on n'y croyait pas. Mais à partir du moment où l'on se pose la fameuse question dont Nietzsche disait que le monde moderne ne voulait pas se la poser, c'est-à-dire à quoi sert le progrès ? cette distinction n'est plus tenable. Il faudrait s'interroger sur ces thèmes qui étaient effectivement de droite. Pourquoi la droite les a-t-elle laissés récupérer par l'extrême gauche, et maintenant par la gauche, au lieu d'en avoir fait son programme ? (16) »

François Nourissier ajoute :

« Le déséquilibre qui a affecté les idéologies, en France, depuis plus de trente ans, vient de ce que les fascismes ont compromis les idées de la droite, les ont perverties et entraînées dans leur naufrage. Entre 1933 et 1945 on n'aurait pas pu défendre, sans odieux ou ridicule, des principes issus de la droite traditionnelle...

Face à ce bilan négatif, on éleva, aux alentours de 1945, une sorte de monument aux idéologies progressistes

et aux régimes qui en étaient issus. D'un côté était le Mal, de l'autre le Bien. Le jugement politique devint politico-moral, et son manichéisme fut alors absolu. Tout ce qui se réclamait du communisme, des socialismes, de la dialectique marxiste fut alors réputé juste et bénéficia — pour le moins — d'un préjugé favorable. On crut à un « sens de l'Histoire » qui était un sens unique.

Un exemple : le colonel de La Rocque, résistant, déporté, mort au lendemain de son rapatriement et salué alors par le général de Gaulle, n'a jamais pu échapper totalement, lui qui a combattu l'hitlérisme, à l'étiquette désobligeante que lui valait son passé d'« homme de droite » (17). »

L'auteur de la *Lettre ouverte à Jacques Chirac* conclut :

« L'actuelle renaissance de la pensée de droite est le résultat d'un mouvement de balancier propre à la société française.

Les migrations des intellectuels n'annoncent pas une mutation politique qui les refléterait, mais une évolution en sens inverse des idées et des faits, de l'intelligentsia et de l'électorat. Sartre annonçait de Gaulle, non Mendès ni Thorez. Toutes proportions gardées, Bernard-Henri Lévy n'annonce pas Chirac, mais les énarques néo-marxistes de Michel Rocard. Dans l'hypothèse — que je souhaite — où Giscard et Barre réussiraient leur « pari libéral », je gage que la pensée s'engouffrera de nouveau irrépressiblement dans le refus et la subversion. »

Philippe Ariès, venu d'une famille « tout à fait réactionnaire », observe que la droite actuelle n'a plus aucun lien avec l'ancienne.

« L'idée que l'héritage du passé est en soi une valeur avait été très forte dans l'extrême droite, mais était aussi présente autrefois dans toute la droite française : elle séparait la droite de la gauche. Or cette idée a complètement disparu. La droite gaulliste ne se sent plus aujourd'hui aucune solidarité avec le passé ni avec l'histoire, c'est un fait, à mon avis, d'une conséquence tout à fait considérable et dramatique.

Du moment qu'on rompt avec le passé, on est amené inévitablement à accepter d'une manière totale, sans l'ombre d'une réticence, la modernité, c'est-à-dire le modèle nouveau de la société fondé sur la croissance économique, l'élévation continue du niveau de vie, l'organisation rationnelle. On

n'arrête pas le progrès, quel que soit son prix. Cette droite saint-simonienne est aussi progressiste que n'importe quelle gauche, et aussi hardie dans ses transformations économiques (18). »

Quant à moi, la droite extrême me fait aussi peur que l'ultra-gauche. Eric Houllefort cite un « jeune continuateur d'Evola », Adriano Romualdi, tragiquement décédé en 1973, qui écrivait :

« Être de droite signifie, en premier lieu, reconnaître le caractère subversif des mouvements surgis de la Révolution française, que ce soit le libéralisme, la démocratie ou le socialisme. Être de droite signifie, en second lieu, voir la nature décadente des mythes rationalistes, progressistes, matérialistes qui préparent l'avènement de la civilisation plébéienne, le règne de la quantité, la tyrannie des masses anonymes et monstrueuses. Être de droite signifie, en troisième lieu, concevoir l'Etat comme une totalité organique où les valeurs politiques prédominent sur les structures économiques et où le principe « à chacun son dû » ne veut pas dire égalité, mais débouche sur une égalité qualitative. Enfin, être de droite signifie faire sienne cette spiritualité aristocratique, religieuse et guerrière qui a caractérisé la civilisation européenne et — au nom de cette spiritualité et de ses valeurs — accepter la lutte contre la décadence de l'Europe ! (19). »

Ici, nous sommes bien aux portes du fascisme. Et je dis non !
Achevons notre enquête sur Philippe Sollers :

« Nous vivons de façon accélérée la dévaluation de ces notions géométriques de droite et de gauche ; on pourra bientôt en dater le commencement, le gonflement, la fin. Ce qui nous attend étant d'un tout autre ordre que ces catégories qui auront servi à peu près deux siècles. La question étant historique, on peut prendre par rapport à elle un recul et désormais l'analyser comme si nous étions des entomologistes, des anthropologues, des ethnologues sur le terrain...

Ce qui va devenir de plus en plus énigmatique n'est pas le fait de savoir si on est de droite ou de gauche, mais le fait d'être au centre. Maintenir la gauche-droite-droite-gauche, c'est deux choses : d'une part, ne pas avoir pris la mesure du phénomène totalitaire qui à mon avis clôt définitivement cette possibilité de répartir les rôles entre quelque chose qui résiste et qui conserve et quelque chose qui veut

le progrès et l'évolution et, d'autre part, résister à l'entrée dans cette mutation de civilisation à laquelle nous allons assister par cette prodigieuse accumulation, cette transformation du psychisme et de la technique même des sociétés à travers la télématique. La résistance à la mesure du phénomène totalitaire est une chose très profonde dans la classe politique, chez les intellectuels. Par exemple, est-ce que la monarchie britannique en 1940 était de droite ou conservatrice, c'est évident. Mais qu'est-ce qu'elle était par rapport à Staline ? On est bien obligé de dire qu'elle se situait incomparablement plus à « gauche » dans les termes d'une évolution, d'un libéralisme minimal. Est-ce qu'Hitler était de droite par rapport, disons, à Giscard d'Estaing ? Qu'est-ce qui est à droite là ? (20). »

Pour finir, Philippe Sollers s'affirme girondin et — le voilà revenu de loin ! — libéral.

*

S'il faut, à la fin de cette longue réflexion, à la fois descriptive et critique, proposer une conclusion, je ferai mienne celle de Jean-Pierre Apparu : « *Le vrai est que tout langage politique est réactionnaire et, de droite ou de gauche, défense d'un pouvoir* ». (Roland Barthes va jusqu'à dire que le langage est « fasciste ».)

Mais la Deuxième Guerre mondiale entre dans l'histoire et l'an 2000 n'est plus une fiction. « *Nouvelle droite, nouvelle gauche, qu'importe, il est temps de changer de discours*. »

J'ajouterai ceci. La Pensée de « droite » — « nouvelle » ou non — n'est pas « coupable ». En tout cas, elle n'est pas *coupable d'exister*. Mais elle pourrait le devenir si elle aboutissait un jour à nier la notion d'homme. Car — une histoire récente abonde en exemples tragiques — il arrive souvent que l'on passe d'une idéologie sommaire à une politique simpliste et d'une philosophie dogmatique à la volonté d'imposer à tous un « modèle » unique d'existence. Dès que des « philosophes » totalitaires prennent le pouvoir, ils ne tardent pas à passer de la proposition à l'action. Dès lors, on assiste rapidement à la mise hors la loi des opposants, puis à la persécution des minorités, voire au génocide. Nous n'en sommes pas là. Heureusement. Gardons-nous donc des procès d'intention. Mais ouvrons l'œil ! La défense de nos libertés l'exige.

PIERRE DE BOISDEFFRE